Pratiques médiévales de l'écrit documentaire

Laurent Morelle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/2391>

DOI : 10.4000/ashp.2391

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 174-180

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Laurent Morelle, « Pratiques médiévales de l'écrit documentaire », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 149 | 2018, mis en ligne le 10 juillet 2018, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/2391> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.2391>

PRATIQUES MÉDIÉVALES DE L'ÉCRIT DOCUMENTAIRE

Directeur d'études : M. Laurent MORELLE

Programme de l'année 2016-2017 : I. *L'acte privé carolingien (espace français) : approches de la documentation originale*. — II. *Études de corpus d'actes (VII^e-XII^e s.)*. — III. *Atelier de diplomatique : éditer et traduire*.

I-II. Les séances ont porté cette année sur les « actes privés » du IX^e siècle conservés en France en leur état d'original. Ce thème a été choisi en étroite relation avec un projet éditorial mené par le directeur d'études avec deux collègues, Sébastien Barret (IRHT) et Marc Smith (ENC, EPHE), celui de la publication de ces actes (édition critique, commentaire et facsimilé) dans la série « IX^e siècle » des *Chartae latinae antiquiores*. Le délai alloué à la réalisation de ce projet ayant été fort réduit, on a délaissé d'autres « études de corpus d'actes ».

Les premières séances de l'année ont porté sur la notion disputée d'« acte privé » en diplomatique, une notion aussi encombrante qu'elle est commune, variable assurément selon les traditions scientifiques, les uns mettant en avant le critère de l'auteur de l'acte (école allemande : ce qui n'est ni acte de souverain, ni acte pontifical), d'autres le contenu juridique (école française : les matières de droit privé); on a passé en revue plusieurs points de vue anciens (A. Giry, H. Bresslau, A. de Boüard) ou récents (B.-M. Tock, F. Bougard, R. Härtel, M. Mersiowsky). On a aussi commenté la distinction précieuse que fait le moine Marculf (fin VII^e s.), dans la préface de son célèbre formulaire, entre les « actes royaux » (*praeceptiones regales*) et les « chartes faites au *pagus* » (*cartae pagenses*). À cet égard, tout en soulignant son caractère pratique et pédagogique plus que théorique, on a fait observer qu'elle laisse de côté tout un pan de la production diplomatique de son époque, la diplomatique épiscopale, que notre astucieux moine glisse néanmoins à une place de choix, puisqu'il commence le premier des deux livres de son œuvre, celui dévolu aux actes royaux, par un privilège... épiscopal de liberté en faveur d'un monastère, privilège dont la place inaugurale peut se justifier par le fait qu'il est ensuite confirmé par le roi. Considérant les actes privés au sens étroit de leur *Rechtsinhalt*, on a évoqué ensuite, à partir de quelques exemples, les questions relatives à la confection des actes (les individus y prenant part, leur mode de travail et les instruments à leur disposition, le rapport entre rituel et acte écrit), les grandes catégories d'actes juridiques consignés dans ces parchemins à l'époque carolingienne (donation, vente, échange, précaire), ainsi que les questions liées à la diversité géographique des formes (problème des « régions diplomatiques »). Bien sûr, on a insisté constamment sur les problèmes de méthode auxquels se trouve confronté le chercheur à l'heure d'interpréter les indices laissés par ces parchemins (changements de main ou d'écriture, réalisation des signes graphiques, autographie des souscriptions, etc.).

On a ensuite examiné toute une série de parchemins choisis de façon à faciliter la comparaison des clauses, formulations et usages graphiques. Les actes ont été replacés dans leur contexte archivistique et historique. Les transcriptions disponibles, notamment celles de la base dite de l'Artem¹, ont été vérifiées et souvent amendées.

Au cours du premier semestre, on a exploré plusieurs actes de vente poitevins issus des chartriers de l'abbaye de Nouaillé (Artem 1066 [880]), 1070 [893, document mutilé], 1073 [897], 1075 [898], 1079 [903]) et du chapitre Saint-Hilaire de Poitiers (1072 [893]). On a aussi étudié l'épave provençale Artem 4073 (877), vente d'une vigne entre particuliers, conservée dans le fonds de l'abbaye de Montmajour. Toutes ces lectures ont fourni matière à de nombreuses observations sur les formulaires utilisés (structure générale du discours, libellé des clauses, etc.). S'agissant des *signa* de souscription (*signum* + nom du témoin), on a relevé une singularité qui distingue l'acte de Montmajour de ces homologues poitevins : les *signa* portent une croix de souscription placée sous une arche reliant la lettre **s** au **ig** de *signum*, au lieu d'une croix prolongeant le **n** du mot abrégé *sign.* ; il pourrait s'agir d'une particularité « provençale », puisqu'on la retrouve sur un autre acte privé, de donation celui-là, transmis par le chartrier de Saint-Victor de Marseille (Artem 3964, 24 juin 840) ; même si la critique moderne, avec de solides arguments à l'appui, tient cette pièce pour faux², l'observation susdite touchant le *signum* à arche invite à penser que le faussaire de l'Artem 3964 a mis à profit (et magnifié) un modèle carolingien. Quelques actes clunisiens ont été approchés pour étayer nos commentaires sur la diversité régionale des formes, notamment deux actes de vente entre particuliers : Artem 1800 (871), et Artem 1801 (891) ; une fois de plus, Sébastien Barret, fidèle auditeur de la conférence, a apporté des éclairages fort appréciés.

Durant le second semestre, la plupart des séances ont été consacrées aux actes du chartrier de Saint-Denis conservés aux Archives nationales. Huit actes ont été étudiés sur d'excellentes photographies fournies par les Archives ; en outre, les originaux ont été consultés en compagnie de Sébastien Barret et de Marc Smith, grâce à l'extrême obligeance de nos collègues du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime des Archives nationales (Amable Sablon du Corail, directeur du département, et Marie-Adélaïde Nielen, conservateur en chef responsable de la série K). On soulignera que lors de ces séances de travail, les pièces ont été examinées non pas l'une après l'autre, mais par groupe, en fonction des nécessités de l'enquête, ce qui est parfois difficile à obtenir. Ces conditions exceptionnelles de consultation ont permis de nouvelles découvertes, qu'on a présentées à l'ensemble des auditeurs lors d'une séance « foraine » de la conférence, tenue en fin d'année aux Archives nationales.

1. Base des *Chartes originales antérieures à 1121 conservées en France* [en ligne : <http://www.cn-telma.fr/originaux/>], confectionnée naguère par l'Atelier de recherches sur les textes médiévaux (université de Lorraine, Nancy), dont J.-B. Renault assure actuellement la « maintenance » scientifique.
2. Cf. le commentaire de B.-M. Tock, dans Id. (dir.), *La diplomatie française du haut Moyen Âge. Inventaire des chartes originales antérieures à 1121 conservées en France*, 2 vol., [Turnhout], 2001, t. 1, p. 116-119, n° 14 (avec fac-similé, édition et traduction). Notons qu'Alain de Boüard tient l'acte pour une copie figurée du x^e siècle (*Manuel de diplomatie française et pontificale*, 2 vol., Paris, 1929-1948, t. II : *L'acte privé*, Album, pl. XIV et livret, p. 18-19).

Ont été étudiés les documents suivants :

— Artem 2975 (824/825, fin janvier), AN, K 9 n° 2; Sonzogni 166bis³; charte d'échange de *mancipia* entre Théodrade, abbesse d'Argenteuil, et l'abbé Éginhard (sans indication des abbayes sous sa responsabilité);

— Artem 2983 (829, apr. le 6 juin – 830, 1^{er} octobre), AN, K 9 n° 7; Sonzogni 171; compte rendu, souscrit par des pères du concile de Paris, des faits et gestes accomplis à Saint-Denis, au nom de l'assemblée conciliaire, par l'archevêque de Sens Aldric et l'archevêque de Reims Ebbon, par lesquels est introduite au monastère la réforme monastique voulue par l'empereur Louis le Pieux;

— Artem 2984 (829, apr. le 6 juin – 832, av. le 22 janvier), AN, K 8 n° 12³; Sonzogni 172; *Descriptio*, ordonnée par l'abbé Hilduin, des fournitures (*stipendia*) – et de leur assiette – dues annuellement aux frères de Saint-Denis;

— Artem 2981 (832, 22 janvier), AN, K 9 n° 5; Sonzogni 173; charte par laquelle Hilduin, abbé de Saint-Denis, relate l'introduction de la règle bénédictine à Saint-Denis et énumère les fournitures et les *villae* dévolues à l'entretien de la communauté monastique;

— Artem 2988 (840, 9 février), AN, K 10 n° 4; Sonzogni 184; charte par laquelle Lanfroy et Teutgildis, son épouse, donnent à Saint-Denis cinq serfs et des biens situés dans le *pagus* de Paris;

— Artem 2998 (848, 1^{er} mars), AN, K 11 n° 6¹; Sonzogni 194; charte par laquelle Frotgarius donne un manse sis à *Montericus*, dans le *pagus* de Paris, pour l'église et le luminaire de Saint-Denis;

— Artem 2999 (848, 7 juin), AN, K 11 n° 7; Sonzogni 195; charte d'échange de biens fonciers passée entre l'abbé Louis d'une part, Ercanfridus et Gabilo de l'autre (les biens cédés par l'abbé Louis sont situés à Essones; en raison de la mutilation du document, la localisation des biens cédés par Ercanfridus et Gabilo n'est pas connue);

— Artem 3001 (852, 30 mai), AN, K 12 n° 2; Sonzogni 198; charte d'échange passée entre Foulque, vassal de Saint-Denis, et l'abbé Louis, portant sur deux terres situées dans le *pagus* de Chambly (Bruyères et Nesles).

Les actes ont été commentés dans des directions variées. Ainsi la *Descriptio* Artem 2984 a-t-elle été commentée du point de vue de sa composition et des relations entre graphies (majuscules et autres allographes) et scansions de la teneur; les identifications toponymiques proposées par l'érudition (L. Levillain, R. Guadagnin et J.-P. Brunterc'h) ont été discutées. Sur la charte Artem 2999, on a prêté une attention particulière aux signes de validation, en notant que les souscriptions d'allure subjective des auteurs de l'acte s'accompagnaient de ruches abritant les noms des intéressés en notes tironiennes. S'agissant de la charte Artem 2975⁴, quelques propositions nouvelles ont été formulées sur l'histoire du document, qu'on peut résumer ainsi. L'acte est étranger à Saint-Denis, puisqu'il consigne un échange de *mancipia* entre

3. D. Sonzogni, *Les actes du fonds d'archives de Saint-Denis, VF-X^e siècle : étude critique et catalogue raisonné*, t. III : *Catalogue des actes*, II. *Actes n°s 131-184 (781-840)*; t. IV : *Catalogue des actes*, III. *Actes n°s 185-267 (841-fin du X^e siècle)* [en ligne : <http://saint-denis.enc.sorbonne.fr/les-textes/actes-du-haut-moyen-age/introduction.html>].

4. Édition, traduction et commentaire récent par Benoît-Michel Tock dans *La diplomatie française du haut Moyen Âge...*, t. I, n° 6, p. 70-73.

Théodrade, abbesse d'Argenteuil (et fille de Charlemagne), et l'abbé Éginhard (qui n'a jamais été abbé de Saint-Denis). L'un des *mancia* donnés par Éginhard porte le nom de Vulfrannus, qui est précisément celui d'un saint tuteur d'un des monastères gouvernés par Éginhard, celui de Fontenelle-Saint-Wandrille en Normandie, qu'Éginhard venait de diriger sept ans durant (de 817 à 823). Or l'on retrouve le nom de Vulfrannus parmi les moines de la dépendance dionysienne dite *Cella Sancti Dionysii* énumérés dans une liste élaborée à Saint-Denis sans doute entre 826 et 829⁵. On a osé l'hypothèse que Vulfrannus serait un non-libre de Fontenelle, transféré à Argenteuil par échange (notre acte), puis affranchi et passé à Saint-Denis entre 824/825 et 829. En l'hypothèse, cette charte serait un *munimen* diplomatique, en l'occurrence le titre ayant accompagné le transfert de la personne, attestant les droits de la donatrice sur ce *mancipium*. Quoiqu'il en soit, des indices matériels (voir ci-dessous) attestent que le parchemin était en la possession des moines de Saint-Denis depuis au moins la décennie 1060, donc bien avant que l'abbé Suger (1122-1151) mît la main sur l'abbaye d'Argenteuil. Bien d'autres observations ont été faites sur chacun des actes sous examen.

Tous les parchemins dionysiens étudiés, hormis l'acte de donation Artem 2998, ont subi rognage voire mutilation. Selon toute vraisemblance, aucun des actes n'a été affecté en sa partie supérieure et deux actes seulement (Artem 2975 et 2981) l'ont été en leur partie inférieure, au détriment des souscriptions et peut-être d'autres éléments du protocole final. En revanche, tous les parchemins à l'exception de l'acte Artem 2975 ont été endommagés latéralement, leur partie droite ayant été souvent la plus atteinte. Les mutilations les plus sévères ont altéré les actes Artem 2981 et 2983 sur les deux côtés et 2999 sur la partie droite. Pour ces trois documents, on a tenté de combler les lacunes textuelles autant que faire se pouvait, à partir des exigences de la teneur et du formulaire, ou bien encore à l'aide d'autres pièces ayant repris la teneur des chartes mutilées. Deux préceptes de Louis le Pieux de même date (26 août 832) ont alors été spécialement mis à contribution : pour l'acte synodal Artem 2983, celui par lequel l'empereur confirme la réforme de Saint-Denis en relatant les péripéties de son introduction (AN, K 9 n° 6 ; Artem 2982 ; Sonzogno 175) ; pour la charte d'Hilduin Artem 2981, celui confirmant la consistance de la mense conventuelle créée par Hilduin (Sonzogno 174). Dans ces exercices délicats de critique conjecturale, on a soupesé très attentivement les propositions faites par nos devanciers. Quant au document Artem 2999, il a perdu sur son bord droit une bande large d'environ un quart de la largeur du parchemin conservé. Il est possible que cette mutilation ait fait disparaître le mot *subscripsi* qu'on attendrait en conclusion de la formule classique *scripsi et subscripsi* par lequel le « notaire » responsable du document reconnaît son intervention.

Ces mutilations intriguent mais certaines d'entre elles doivent être assurément mises en rapport avec la vaste campagne de forgeries (une bonne douzaine de faux

5. Liste reçue dans le *liber confraternitatum* de Reichenau. Sur cette liste : Otto Gerhard Oexle, *Forschungen zu monastischen und geistlichen Gemeinschaften im westfränkischen Bereich*, Munich, 1978, p. 25-26 (édition de la liste), p. 25 et 117-118 (date d'élaboration de la liste). Sur la *cella* et son rôle : Daniel Sonzogno, « *Tosonis Valle* et la *Cella sancti Dionysii*. Deux fondations monastiques de l'abbaye de Saint-Denis au haut Moyen Âge », dans *Francia*, t. 28/1, 2001, p. 193-211 ; aux p. 200-201, l'auteur édite à nouveau la liste en avançant, sans justification, que la rédaction première de la liste se situe « très probablement vers 817, voire plus tôt ».

réalisés) menée par les moines de Saint-Denis entre 1061 et 1065⁶. Au dos de vénérables actes sur papyrus, mérovingiens pour beaucoup, les faussaires ont alors inscrit des actes faux et, pour masquer les actes vrais au recto, y ont contrecollé d'autres papyrus ou des actes sur parchemin de l'époque carolingienne. Levillain avait déjà identifié, grâce à la mention dorsale *preceptum domni Dagoberti de fugitivis ad ecclesiam sanctissimi Dionysii* figurant au dos du document Artem 2984, l'association de ce dernier avec le faux précepte de Dagobert *de fugitivis* inscrit au dos d'un papyrus aujourd'hui perdu⁷. C'est un résultat inattendu de l'enquête que d'avoir permis de relever deux autres associations similaires.

Au verso de la charte d'Hilduin Artem 2981, une note du x^e s. libellée *privilegium Zacharie pape* identifie parfaitement le papyrus auquel le parchemin était alors associé : il s'agit du testament d'Ermentrude (une copie écrite sur papyrus au vi^e siècle) au dos duquel les faussaires ont écrit un faux privilège intitulé au nom du pape Zacharie⁸. Il y a lieu de penser que parchemin et papyrus n'ont été décollés qu'à l'époque moderne ; en tout cas, la charte d'Hilduin ne sort de l'oubli qu'avec l'édition qu'en a donnée Mabillon (*De re diplomatica*, Paris, 1681, n° LXXV, p. 521).

On a observé au recto de la charte Artem 2975 de 824/825 d'indéniables traces laissées par l'écriture d'un précepte du roi Dagobert. Ces traces d'écriture « en miroir » attestent que le parchemin a été contrecollé sur la face écrite d'un papyrus mérovingien. Il n'est pas difficile d'identifier ce précepte de Dagobert sacrifié : il s'agit tout simplement du précepte de 632 par lequel le roi Dagobert a donné *Iticina* à Saint-Denis (AN, K 1 n 5 ; Sonzogno 15)⁹. Ce papyrus est aujourd'hui en très mauvais état, mais, comme par hasard, Mabillon en a fait reproduire ce qu'il en connaissait dans son *De re diplomatica* (pl. XVI, p. 374-375).

Une autre partie de ce papyrus sacrifié a été contrecollée sur l'acte privé carolingien Artem 2999. Les mentions dorsales que porte ce dernier renvoient, les unes (dans une cursive mérovingienne) à une formule de chancellerie (*Dado optolit*) du temps de Dagobert, les autres (*preceptum* [ou *privilegium*] *Enee episcopi parisiensis*) à un faux privilège synodal portant la date de 862 (AN, K 13 n° 10³ ; Sonzogno †222), forgerie que les faussaires présentaient volontiers comme un privilège de l'évêque de Paris Énée soumis à la validation de ses confrères. On trouve en outre au recto du parchemin Artem 2999 de nombreuses traces d'écriture mérovingienne qui sont en fait

6. Sur la confection matérielle de ces faux : Hartmut Atsma et Jean Vezin, « Les faux sur papyrus de l'abbaye de Saint-Denis », dans *Finances, pouvoirs et mémoire. Mélanges offerts à Jean Favier*, éd. Jean Kerhervé et Albert Rigaudière, Paris, 1999, p. 674-699. Sur l'entreprise de falsification : Léon Levillain, « Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne, III / III : les faux ecclésiastiques et le manuscrit latin 326 des nouvelles acquisitions de la Bibliothèque nationale », dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 87, 1926, p. 245-346, aux p. 257 et 258.

7. Henri Omont, « Le *Præceptum Dagoberti de fugitivis* en faveur de l'abbaye de Saint-Denis », dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 61, 1900, p. 75-82. L. Levillain, « Études sur l'abbaye de Saint-Denis... », p. 258, n. 1.

8. Pseudo-Zacharie : AN, K 4, n° 1² ; éd. R. Grosse, *Papsturkunden in Frankreich. 9. Band: Diözese Paris II, Abtei Saint-Denis*, Göttingen, 1998, n° 1, p. 61-64. Josiane Barbier, « Le testament d'Ermentrude, un acte de la fin du vi^e siècle ? », dans *Bulletin de la Société nationale des antiquaires de France*, 2003 [paru en 2009], p. 130-144.

9. *Die Urkunden der Merowinger*, éd. Theo Kölzer, coll. Martina Hartmann et Andrea Stieldorf, 2 vol., Hanovre, 2001 (MGH Diplomata regum Francorum e stirpe merovingica), n° 41.

des reports d'écriture du précepte de Dagobert. Nous avons pu vérifier que les deux parchemins Artem 2975 et 2999 ont été retailés de façon à permettre de les associer pour une même opération de recouvrement du papyrus. L'examen des dépôts d'encre au recto des deux parchemins et celui des « décalques » (suspension de *Dagobertus*, mention de chancellerie *Dado optolit*) opérés sur leur verso à une date impossible encore à préciser, valident les lectures de Mabillon tout en donnant de l'original de Dagobert une image un peu différente de celle induite par son fac-similé du *De re diplomatica*. Enfin, il y a tout lieu de penser que c'est à l'époque de Mabillon que l'on a procédé au décollement du papyrus et des parchemins.

Ces enquêtes seront continuées l'année prochaine. On a déjà pu voir la diversité des données nouvelles qu'elles apportent, aussi bien sur la genèse des actes et leurs dispositions que sur leur « réception ».

III. L'« atelier diplomatique » est un lieu d'échange et de discussion ; les participants viennent y présenter des actes ou dossiers documentaires faisant débat ou formant le support de questions d'histoire. Parmi les exposés des auditeurs, citons les suivants :

Isabelle Bretthauer nous a proposé de stimulantes réflexions dans une communication intitulée « Actes de prévôtés royales dans les années 1230 : les origines de la juridiction gracieuse royale ? », appuyée sur un dossier de trois pièces de provenance normande.

Adele di Lorenzo et Chantal Senséby, qui travaillent à rassembler le corpus des actes des archevêques de Tours pour le ^{x^e}-^{xii^e} siècle, ont mis en évidence les traits singuliers des pièces du ^{x^e} s. ainsi que les difficultés ecdotiques qu'elles soulèvent.

Jean-Pol Évrard nous a présenté une curieuse chartre de l'évêque Thierry de Verdun, un original (AD Meuse, 11 F 89 n° 3 ; Artem 111) renfermant diverses anomalies, dont une annonce de sceau insolite précisant que la cire du sceau porte aussi la marque d'un « os » de sainte Marie-Madeleine (*cum sigilli nostri impressione placuit etiam hanc traditionis nostre perpetuam firmitatem uno de ossibus sancte Marie Magdalene cere impresso novo... roborare*).

Laura Gilli-Thébaudeau est venue nous entretenir des originaux composant le chartrier du monastère romain des Saints-Côme-et-Damien à « Mica Aurea » (1047-1273), reprenant les éléments d'une communication faite à Nancy (octobre 2016) au colloque du cinquantenaire de la mise en chantier de la base des originaux antérieurs à 1121 conservés en France.

Marlène Helias-Baron nous a fait découvrir un acte de l'évêque de Meaux Manassès (1137) en faveur de Saint-Martin des Champs, connu en deux versions, chacune ayant été confectionnée sous forme de chirographe (AN, S 1367 (ou 1357), n°s 9 et 10).

Thomas Lacomme, qui prépare une thèse sur la collégiale Saint-Étienne de Troyes, nous a donné la teneur d'un article en cours de rédaction, « Gager sa dette avec le mobilier liturgique : Thibaud IV de Champagne, l'abbaye de Saint-Denis et la collégiale Saint-Étienne de Troyes (xiii^e siècle) »¹⁰.

10. Paru dans *E-CRINI*, n° 9, 2017 [en ligne : <http://www.crini.univ-nantes.fr/e-crini/n-9/journee-d-etude-dette-et-endettement-economie-litterature-arts-dans-les-textes-medievaux-2056753.kjsp?RH=1498654312721>].

Claire Lamy nous a guidés dans l'exploration du dossier de la fondation du prieuré de Marmoutier de Saint-Gilles du Verger, dans la cité d'Angers (AD Maine-et-Loire, G 785, n° 8 ; G 786, n° 1 et n° 2), un dossier de trois pièces dont elle a reconstitué la chronologie relative et le scénario de leur élaboration.

Thomas Ledru, qui prépare une thèse sur la chronique d'Hariulf de Saint-Riquier (achevée en 1088 puis complétée en 1104), a traité de la documentation diplomatique mise en œuvre par le moine et de la place qu'elle occupe dans les diverses sections de l'ouvrage.